



Les habitants de Didipio bloquent l'accès à la mine OceanaGold dans la province de Nueva Vizcaya, aux Philippines.

Points forts des réalisations de l'année 2019

Campagnes internationales – Tenir le gouvernement et l'industrie responsable des abus dans le secteur minier à l'étranger

Tenir le Canada responsable des abus au Mexique

Dans le cadre de nos efforts visant à documenter et à mettre à nu l'étendue de l'appui du Canada à l'industrie minière face à l'opposition de la communauté et aux graves violations des droits de la personne, nous avons soutenu la famille de Mariano Abarca, un leader communautaire mexicain qui a été assassiné pour avoir parlé, dans sa quête de justice, des impacts de la mine de barytine de Black-fire Exploration au Chiapas.

En mars, nous avons aidé une délégation, dont deux membres de la famille Abarca, à assister à une audience devant la Cour fédérale du Canada. L'audience portait sur un examen administratif du refus du commissaire à l'intégrité de la fonction publique d'enquêter sur les actions de l'ambassade canadienne dans son implication avec Mariano et l'entreprise.

Le juge a rejeté l'affaire, validant la position du gouvernement selon laquelle ses propres politiques concernant la responsabilité des entreprises et le rôle des ambassades dans les conflits miniers sont volontaires et non exécutoires.

Malgré cette décision décevante, le juge a fait une déclaration importante, à l'appui de la position de la famille, à savoir si l'ambassade avait agi différemment, Mariano Abarca serait peut-être encore en vie aujourd'hui. Nous avons prêté main forte à la famille en déposant un recours devant la Cour d'appel fédérale. L'affaire devrait être entendue à l'automne 2020.

En quête de justice pour les plaignants érythréens

En janvier 2019, la Cour suprême du Canada a entendu un appel de Nevsun Resources Ltd. contre des décisions prises par des tribunaux inférieurs selon lesquelles les accusations portées contre elle concernant le recours au travail forcé à sa mine de Bisha en Érythrée devraient être entendues en Colombie-Britannique, et non en Érythrée. Mines Alerte, très bien représentée par Andrew Cleland et la firme Trudel Johnston & Lespérance, a obtenu le statut d'intervenant pour faire en sorte que l'affaire soit entendue au Canada.

Plus tôt cette année, la Cour a jugé que les sociétés pouvaient être tenues responsables des violations du droit international coutumier, dans ce cas, contre le travail forcé, et que l'affaire contre Nevsun pouvait être poursuivie. L'affaire devrait être entendue fin 2020.

Aide aux actions en justice pour les victimes en Tanzanie

Le cabinet d'avocats britannique Hugh James entame une procédure au nom des villageois tanzaniens qui demandent une compensation à Acacia Mining Plc, filiale de Barrick Gold (maintenant Twiga Minerals) pour les blessures et les décès survenus à sa mine North Mara en Tanzanie. Lors de notre travail sur le terrain en 2019, en plus des recherches et de la documentation sur les failles du mécanisme de règlement des griefs de la mine, nous nous sommes concentrés sur la rencontre avec les victimes dont les cas pourraient être introduits dans le procès britannique.

L'efficacité de la réglementation au Canada – La nécessité de règlements qui protègent les personnes et l'environnement

Évoluer dans le cadre de la nouvelle Loi fédérale sur l'évaluation d'impact

La nouvelle Loi fédérale sur l'évaluation d'impact (Projet de loi C-69) est entrée en vigueur en août 2019. Elle apporte quelques améliorations. Mais, elle est loin de la réforme de pointe que nous et d'autres préconisons. Elle ne rend pas le processus plus indépendant et elle n'énonce pas beaucoup d'exigences réelles, si ce n'est que les évaluations ne doivent pas prendre trop de temps.

Pire encore, elle s'applique à moins de projets (et moins de projets miniers) que la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale des conservateurs de Stephen Harper. Nous examinons les règlements et les lignes directrices de la nouvelle Loi pour nous assurer qu'ils sont aussi bons que possible.

Promouvoir l'apport de changements dans le secteur de l'exploitation minière en Colombie-Britannique

L'exploitation minière en Colombie-Britannique est le seul régime provincial de ressources naturelles au Canada qui n'a pas été considérablement réformé depuis sa création à l'époque de la ruée vers l'or des années 1850 et au début des années 1860. Au cours de l'année écoulée, nous avons collaboré avec des partenaires de la Colombie-Britannique pour mettre en place une plateforme de réforme complète comprenant neuf feuilles de route politiques et réglementaires, en mettant l'accent sur les droits des Autochtones et la qualité de l'environnement.

Nous avons également fondé la B.C. Mining Law Reform pour réseauter et pour promouvoir l'apport de changements dans les lois et pratiques relatives à l'exploitation minière afin de garantir qu'elles sont respectueuses de l'environnement et des décisions de la communauté, qu'elles ne polluent pas les eaux et qu'elles

Amorcer un mouvement – Défendre une cause commune

Soutenir la résistance des communautés à l'exploitation minière en Équateur

En collaboration avec les réseaux et organisations équatoriens de la région d'Intag, dans le nord de l'Équateur, nous avons fait ressortir les préoccupations de la communauté liées aux projets d'exploration de Cornerstone Capital Resources dans la région. Nous avons remis une lettre à l'entreprise signée par les présidents des huit communautés de la paroisse de Cuellaje. Nous avons également publié une déclaration communautaire et nous avons coordonné une action publique avec le Mining Injustice Solidarity Network pendant le Congrès de 2019 de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs à Toronto, condamnant la poursuite des activités d'exploration de la société en dépit de l'opposition locale. De plus, nous avons facilité la visite d'un hydrologue pour procéder à des prélèvements d'eau et pour mettre à disposition des communautés un espace pour répondre aux préoccupations liées aux impacts de l'exploitation minière sur l'eau dans la région.

Dans le sud de l'Équateur, nous avons poursuivi nos efforts pour soutenir la résistance de longue date des communautés en aval du projet d'or-cuivre-argent proposé par INV Metals à Kimsakocha, en Équateur. Nous avons coordonné une réponse publique à l'étude de faisabilité de l'entreprise et nous avons contribué à la tenue d'un référendum local exhortant la société à respecter le droit des communautés à décider de ce qui se passe sur leur territoire et à cesser ses tentatives visant à saper le processus. En outre, à la demande des communautés touchées, nous avons commandé une analyse de l'étude de faisabilité afin d'identifier les impacts environnementaux potentiels et nous avons fait venir deux hydrologues dans la région pour parler des éventuelles répercussions du projet.

Interrompre le renouvellement du permis d'une entreprise aux Philippines

Le droit d'OceanaGold d'exploiter du cuivre et de l'or à sa mine de Didipio aux Philippines est venu à échéance le 20 juin 2019. La société canado-australienne a continué à exploiter la mine, si bien que le 1er juillet, les résidents de Didipio, pour la plupart des Autochtones, ont bloqué l'accès aux véhicules de la mine. Mines Alerte et Jubilee Australia ont publié un document d'information détaillant comment OceanaGold ignore le fait qu'il lui manque à la fois une licence légale et une licence sociale pour exploiter la mine controversée. En collaboration avec des partenaires, nous avons organisé des manifestations à Ottawa et à Vancouver à l'appui des blocus de Didipio. Nous nous sommes également rendus sur place où nous avons interviewé des militants locaux pour documenter les méfaits sur le site de la mine. Nous y avons coordonné les efforts de collecte de fonds pour soutenir le blocus. Nous avons rencontré des avocats cherchant à entreprendre une action en justice pour soutenir la communauté.

tiennent compte des coûts de nettoyage des sites de déchets miniers toxiques.

Réduire la demande de minéraux primaires au Québec

En 2019, Mines Alerte a joué un rôle important au sein du Comité consultatif du ministre des Mines du Québec. Nous avons demandé que davantage d'efforts et de ressources soient consacrés à la question des sites contaminés abandonnés, que la Loi sur les mines en vigueur soit revue pour la rendre conforme aux droits constitutionnels et internationaux des Autochtones, et pour que les communautés locales aient davantage de pouvoirs pour désigner des « zones d'interdiction d'exploitation minière ». De plus, nous avons collaboré avec la Coalition Québec Meilleure Mine pour lancer une campagne appelant la province à mettre en œuvre cinq conditions pour éviter de compromettre la transition vers l'énergie.

Prévenir les défaillances des installations de gestion des déchets miniers

En décembre 2019, le Global Tailings Review a organisé une consultation publique sur un nouveau projet de norme mondiale relative aux résidus miniers qui vise à prévenir les défaillances catastrophiques en établissant de nouvelles exigences à l'intention de l'industrie en matière de sûreté et de sécurité des installations de gestion des déchets miniers. Nous avons répondu par un mémoire qui a fait ressortir la nécessité de la mise en place de lignes directrices claires et obligatoires, de mécanismes de conformité exécutoires et d'un organisme de surveillance mondial indépendant.

Protéger le bien-être des citoyens à Grenville-sur-la-Rouge

Nous avons joué un rôle de premier plan dans le soutien à Grenville-sur-la-Rouge, une petite communauté touristique et de villégiature confrontée à une poursuite de 96 millions de dollars intentée par la petite société minière Canada Carbon, basée à Vancouver. L'entreprise a allégué que la municipalité n'avait pas le droit de réglementer son projet d'extraction de graphite pour protéger son territoire. En retour, la municipalité a fait valoir qu'il lui incombait de protéger ses citoyens, son environnement et son économie qui dépend fortement d'un milieu sain et calme et non d'un environnement minier.

Nous avons aidé un groupe de citoyens locaux à se mobiliser et à lancer une campagne de solidarité avant la date d'audience. Nous avons aussi commandé un rapport d'expert qui a conclu que le projet n'était pas économiquement viable et que la demande de dommages et intérêts de 96 millions de dollars n'était pas fondée. Enfin, nous avons aidé la communauté à coordonner une réponse publique à l'entreprise dans le but de conclure un accord à l'amiable avec la municipalité.

Répondre aux préoccupations environnementales à Saint-Michel des Saints

La mine à ciel ouvert proposée par Nouveau Monde Graphite, à proximité du parc national du Mont-Tremblant, de renommée mondiale, et dans le bassin versant du parc régional du lac Taureau, se heurte à l'opposition des citoyens locaux et de la communauté des villégiateurs et des touristes. Nous avons soutenu un groupe local pour commander un rapport d'expert afin d'examiner l'étude de faisabilité de l'entreprise. Le rapport a révélé que la société surestimait les revenus et sous-estimait les coûts liés à l'exploitation d'une grande mine à ciel ouvert dans une zone sensible en ce qui concerne, entre autres, le contrôle de la pollution de l'eau et le traitement de l'eau, le contrôle de la poussière et du bruit, et la remise en état.

Obtenir réparation pour les dommages subis à Malartic

En octobre 2019, trois ans après le lancement d'un recours collectif pour dommages liés à la poussière, au bruit et aux tremblements de terre de la mine de Malartic, les membres de la communauté ont conclu un accord à l'amiable avec l'exploitant de la mine. Celle-ci est la plus grande mine d'or à ciel ouvert au Canada, située à proximité de la communauté. Dans les semaines qui ont précédé l'accord, nous avons facilité les discussions avec les membres de la communauté et leurs avocats afin d'évaluer les avantages et les inconvénients de l'acceptation du règlement à l'amiable. En fin de compte, l'accord prévoit une compensation accrue aux résidents touchés.

Communications et défense des intérêts – Passer le mot, renforcer la crédibilité, assurer la pertinence

Évaluation de l'industrie minière dans le contexte de la transition énergétique

En collaboration avec l'Observatoire latino-américain des conflits environnementaux (OLCA), l'Observatoire des conflits miniers en Amérique latine (OCMAL) et l'organisation britannique War on Want, nous avons organisé une réunion régionale de trois jours au Chili du 26 au 28 septembre en préparation de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP25) et du Sommet des peuples qui s'est tenu parallèlement. Avec la participation de quinze organisations chiliennes et de plus de vingt organismes du reste de l'Amérique latine, nous avons exploré les risques et l'avenir d'une solution au changement climatique dirigée par l'industrie minière ainsi que les conditions et stratégies nécessaires pour dépasser l'extractivisme et nous avons publié une déclaration commune, dans lequel les signataires soulignent le caractère menaçant du discours de la "transition énergétique" pour les territoires et les communautés, dénoncent toute tentative des sociétés minières de bénéficier de la crise climatique et s'engagent à renforcer les organisations et les mouvements dans leur lutte pour la justice écologique.

Nous avons également organisé une conférence internationale très réussie à Ottawa les 14 et 15 novembre « Pour que le climat ait meilleure mine ». Nous avons réuni des représentants de communautés autochtones et non autochtones touchées par l'exploitation minière en première ligne de l'extraction des « métaux énergétiques » au Canada et dans le monde entier, des chercheurs et des experts en matière d'efficacité des matériaux, de technologie et de transition énergétique ainsi que des militants et des dirigeants de la lutte contre la crise climatique. Nous avons examiné les implications de cette nouvelle ruée vers l'extraction pour les communautés qui sont déjà aux prises avec les conséquences de l'exploitation minière, ainsi que la nécessité d'une réglementation plus stricte de l'activité minière, la possibilité de réduire la demande de nouveaux métaux et minéraux extraits grâce à une efficacité et un recyclage accrus et des politiques qui peuvent prendre en compte l'intégralité des coûts des métaux bruts, sans parler de la transformation à plus grande échelle dans le transport, la production, le commerce et la consommation.

Exposer comment les sociétés minières défient les lois nationales

En collaboration avec l'Institute for Policy Studies, nous avons fait des

recherches et publié un rapport qui documente trente-huit cas déposés par des sociétés minières mondiales contre des gouvernements d'Amérique latine par le biais du Système de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE).

Le rapport documente l'ampleur du problème dans le contexte des conflits miniers en Amérique latine et les implications troublantes que les poursuites par l'entremise du RDIE posent aux luttes déjà difficiles que mènent les peuples autochtones et les communautés affectées par les mines pour exercer leur autodétermination et pour défendre les terres, les eaux et les modes de vie contre les impacts destructeurs de l'exploitation minière industrielle. Nous avons organisé un lancement public du rapport à Ottawa avec la participation de membres du Comité para la Defensa del Agua y los Páramos de Santurbán, compte tenu de leur expérience du processus.

Mettre en évidence la menace et l'impact de l'exploitation minière dans les fonds marins

En collaboration avec la Deep Sea Mining Campaign et le London Mining Network, nous avons rédigé le rapport intitulé *Why the Rush? Seabed Mining in the Pacific Ocean*, qui expose le rôle des entreprises canadiennes dans la ruée spéculative vers les minéraux des fonds marins dans le cadre d'une alliance impie avec l'organisme même des Nations Unies chargé de les réglementer, à savoir l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM). Le rapport dénonce la mainmise flagrante des entreprises sur l'AIFM et la manipulation des processus décisionnels de la région du Pacifique par les promoteurs de l'exploitation minière en eau profonde. Il appelle à un moratoire sur l'élaboration de réglementations relatives à l'exploitation minière des grands fonds marins et sur la délivrance de licences d'exploration et d'exploitation dans les eaux internationales et nationales.

Partager des informations, sensibiliser et mettre les gens en contact...

Nos adeptes sur Facebook et Twitter, les visiteurs du site Web et les abonnés à nos listes de diffusion ont tous été très actifs. Les chiffres, ainsi que les bonnes interactions, les retweets et les « partages » ont continué à augmenter avec près de 15 600 adeptes sur Twitter (et plus d'un million « d'impressions » de tweets) et près de 8 300 adeptes sur Facebook à la fin de l'année, et un total de plus de 105 000 pages consultées sur le site Web.

Membres en 2019

1. L'Alliance de la Fonction publique du Canada
2. Alternatives North
3. Ami(e)s de la Terre
4. Bathurst Sustainable Development
5. Bedford Mining Alert
6. Canadian Environmental Law Association (CELA)
7. Centre for Longterm Environmental Action Newfoundland/ Labrador (CLEAN)
8. Développement et Paix
9. L'Église Unie de Canada
10. Femmes autochtones du Québec
11. Fonds de justice sociale de Unifor
12. Fonds humanitaire des Métaux
13. Friends of the Stikine Society
14. Inter Pares
15. Kairos - initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
16. Mixedwood Forest Society
17. La Nation Innu
18. Nature Canada
19. Northwatch
20. Polaris Institute
21. Rivers Without Borders
22. Sierra Club of Canada
23. Société pour la nature et les parcs (SNAP)
24. Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
25. Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)
26. Watershed Sentinel Educational Society
27. Yukon Conservation Society (YCS)

Conseil d'administration en 2019

Co-Président(e)s : Earl Commanda, Ottawa, Ontario (démissionné en mai 2019)
Jean Symes, Ottawa, Ontario (en congé)
Donna Ashamock, Moose Factory, Ontario (depuis avril 2019)

Trésorière : Ian Thomson, Ottawa, Ontario
Secrétaire : Esperanza Moreno, Gatineau, Québec
Directeurs : Isabelle Ménard, Montréal, Québec
Tracy Glynn, Fredericton, New Brunswick
Ramona Nicholas, Fredericton, New Brunswick
Elysia Petrone Reitberger, Thunder Bay, Ontario
Verna Power, Lake Babine, British Columbia
Bev Sellars, Williams Lake, British Columbia (démissionnée en juillet 2019)
Hilu Tagoona, Baker Lake, Nunavut

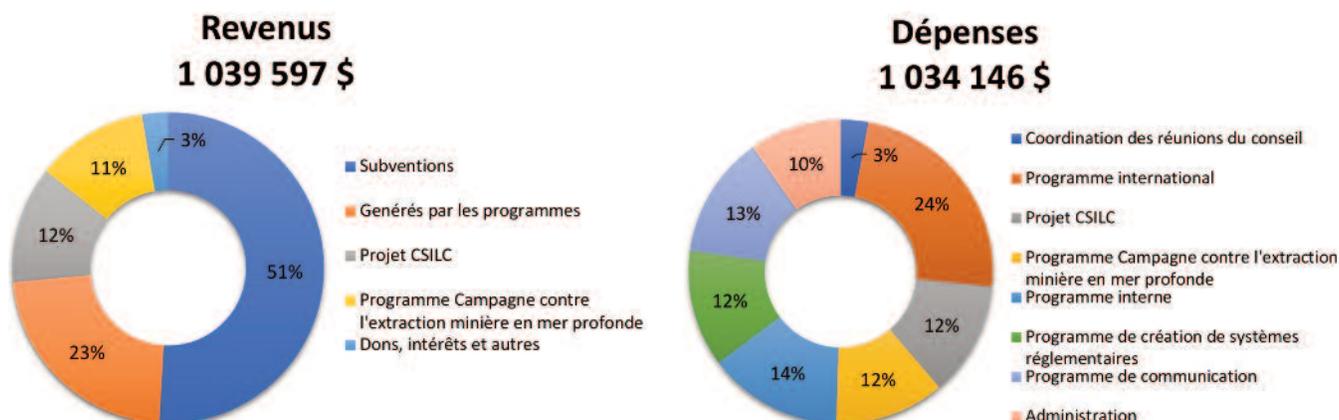
Le personnel en 2019

- Jamie Kneen, coordonnateur aux communications et à la sensibilisation
- Ugo Lapointe, coordonnateur du programme canadien
- Catherine Coumans, coordonnatrice à la recherche
- Diana Martin, coordonnatrice au développement des ressources et à l'administration
- Kirsten Francescone, coordonnatrice du programme d'Amérique Latine

MININGWATCH CANADA / MINES ALERTE CANADA

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
ACTIFS À COURT TERME		
Encaisse	188 842 \$	163 572 \$
Investissements à court terme	116 922	31 016
Débiteurs	75 786	62 838
À recevoir de Canary Research Institute	84 822	73 740
Remises gouvernementales à recevoir	11 729	10 065
Frais payés d'avance	5 633	5 380
	483 734	346 611
INVESTISSEMENTS	-	113 567
	483 734 \$	460 178 \$
PASSIFS À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	44 053 \$	42 259 \$
Revenu reporté	121 646	104 147
	165 699	146 406
INCITATIONS À LA LOCATION REPORTÉS	1 580	2 768
	167 279	149 174
ACTIFS NETS		
Fonds de réserve - intérieurement affectés	197 000	192 000
Fonds de défense juridique - intérieurement affectés	25 000	25 000
Actifs nets non affectés	94 455	94 004
	316 455	311 004
	483 734 \$	460 178 \$



(S'il vous plaît noter que les états financiers vérifiés sont disponibles séparément.)

L'organisation remercie pour leur soutien les organisations suivantes :

The 11th Hour Project of The Schmidt Family Foundation
 Alliance de la Fonction publique du Canada
 American Jewish World Service
 Boreal Songbird Initiative
 Center for Science in Public Participation
 Echo Foundation
 L'Église Unie du Canada
 Fidelity Gift Fund
 The Firelight Group
 Le fonds de justice sociale d'Unifor

Le fonds du Primat pour le secours et le développement mondial
 Le fonds humanitaire des Métallos Inc.
 Ford Foundation
 The Gaia Foundation
 Global Greengrants Fund
 Inter Pares
 The J.W. McConnell Family Foundation
 Syndicat canadien de la fonction publique
 Tikva Grassroots Empowerment Fund of Tides Foundation
 Western Organization of Resource Councils Education Project

Édifice City Centre, Suite 508, 250 Avenue City Centre
 Ottawa, Ontario, Canada K1R 6K7

+1 (613) 569-3439 – info@miningwatch.ca – www.miningwatch.ca – @miningwatch